“Messieurs de la Chambre d'Assemblée,—Il sera de mon devoir de transmettre votre adresse à Sa Majesté pour être mise auprès du Trône, et vous ne pouvez douter de la gracieuse disposition de Sa Majesté de rencontrer vos vœux dans toutes les occasions; mais j'ai une grande satisfaction à vous informer, et vous apprendrez sans doute avec beaucoup de plaisir, que relativement au pardon de toutes les offenses politiques, ils ont été exaucés dans cette occasion par la clémence spontanée de Sa Majesté. Une amnistie générale et presque sans bornes a fait pendant tout le temps que j'ai tenu les rênes du gouvernement de cette province, des progrès continus et non interrompus. Toutes les personnes coupables d'offenses politiques, et qui ont fait application par elles-mêmes ou leurs amis, ont été pardonnées, ou sont sur le point de l'être. Les seules exceptions qui sont en très-petit nombre, ont eu lieu lorsque des personnes ont été en outre convaincus de crimes d'une atrocité particulière contre le public ou les individus, et un pardon accordé dans ces circonstances serait une injustice manifeste envers un grand nombre des fidèles sujets de Sa Majesté.”

On voit que Sir C. Metcalf aime à se ressouvenir que c'est sous lui que le pardon des exilés a été accordé.

Journal de Québec.

ANGLETERRE.

Bateau en liège et en caoutchouc.—Le bateau en liège et en caoutchouc qui était en construction à Londres pour le gouvernement belge, vient d'être mis à l'eau. Les préceintes, la quille, les bancs et les accessoires sont en bois. Il a 34 pieds de long sur 12 de large et 4 de profondeur de la lisse à la quille. Il est muni de quatre compartimens pour l'avitaillement et de dix réservoirs qui peuvent être à volonté remplis d'air et d'eau; d'air, quand la légèreté du canot l'exige, et d'eau, quand il n'est pas assez lesté. Il peut contenir cinquante personnes, et quoiqu'il ne soit ponté et ne possède ni voiles, ni mâts, ni aucun autre agrès, on ne doute pas qu'il ne puisse tenir la mer la plus dure; le poids spécifique des matériaux dont il se compose étant si peu considérable, qu'il ne coulerait pas même plein d'eau. La cérémonie du baptême a été accomplie, comme à l'ordinaire, par une dame qui l'a nommé le *Kamptulicon*; puis, on a enlevé la clé, et l'embarcation, ayant à bord trente à quarante personnes, est entrée dans l'eau, au milieu des cris d'enthousiasme de tous les assistans. Ce canot, qui s'est comporté à la satisfaction générale, ne pèse que deux tonnes environ, et ne tire que quinze pouces d'eau, quand il a tout son équipage et des passagers à son bord.

IRLANDE.

“Eh bien! je jette mon défi, et je dis cela avec le plus profond mépris, je jette mon défi à Louis-Philippe et à son journal, et je puis leur dire que je n'accepterais pas le rappel des mains de la France. Je ne saurais pardonner à ces gens-là et leur immortalité et leur impiété, et je déteste leur vile soumission à un misérable usurpateur comme Louis-Philippe. Avec ou sans le rappel, le peuple Irlandais le déteste, lui et tous ces gens-là. C'est un escamoteur du pouvoir gagné avec le sang du peuple qui a déposé un roi qui l'opprimait. Louis-Philippe n'a pas pris part à la lutte, mais il en a enlevé le prix. (Écoutez!) Monté sur le trône, il s'était engagé, aux termes de la charte, à maintenir la liberté de la presse, de l'enseignement, de la religion du jury: qu'a-t-il fait? Il a asservi la presse en introduisant des lois destructives qu'aucunes de celles qui marquèrent les temps où la presse fut opprimée en Angleterre! Il a mutilé le jury et fait un crime de publier les listes des jurés. Celui qui avait promis de conserver le jury a été le premier à le fouler aux pieds, à en faire une institution dérisoire. L'enseignement devait être libre, et maintenant il s'efforce de le mettre tout entier aux mains de l'impunité. Je déclare au *Journal des Débats* et à son patron que je me soucie fort peu de tous deux, et que je regarderais la religion comme flétrie, s'ils m'aidaient à l'établir dans le pays que j'aime le plus au monde (On applaudit.)”

“Pour vous faire connaître, en deux mots, ces Français, je vous dirai une petite histoire que je tiens de Lord Montague. Carnot, membre du Directoire, avait conçu avec un grand génie un projet d'invasion de l'Angleterre et de l'Irlande, et dans le but de le faire adopter par le Directoire, il avait communiqué son plan à deux seulement des autres membres. Quinze jours après, le plan se trouvait entre les mains des ministres anglais. (Applaudissemens.) Voilà pourtant ce que sont à peu près ces journalistes! Ils ne sont pas des coquins pour rien, ils sont naturellement frères des coquins que vendirent Carnot au ministère anglais.”

FRANCE.

—Il y a quelque temps, un employé de la maison de banque de M. Delessert perdit, en se rendant à la Bourse, un paquet cacheté contenant 37,000 fr. en valeurs au porteur. Dès qu'il s'aperçut de cette perte, le malheureux employé fit d'abord quelques recherches, revint sur ses pas, interrogea les passans; puis, le désespoir dans le cœur, il retourna près de son patron, auquel il raconta le malheur qui venait de lui arriver. On prit aussitôt des mesures pour que ces valeurs pussent être saisies dans le cas où on les présenterait en banque ou dans quelque administration publique, puis on fit d'actives recherches afin de découvrir dans quelles mains était tombée cette riche trouvaille.

Plusieurs jours s'écoulèrent sans amener le moindre résultat, et déjà M. Delessert désespérait de retrouver ces importantes valeurs, lorsque, il y a peu de jours, un homme d'un âge avancé, couvert de misérables haillons et dont le visage amaigri, les yeux éteints, annonçaient le dénuement le plus absolu, et l'habitude des plus cruelles privations, lorsque cet homme, disons-nous, se présenta chez M. Delessert, et insista pour être admis près de cet

honorable banquier.

“Monsieur, lui dit-il, j'ai appris que vous avez perdu des papiers précieux; il se pourrait que je les eusse trouvés, mais je ne saurais l'affirmer, car j'ai respecté le cachet qui ferme ce paquet. Je n'ai parlé à personne de ma trouvaille, de peur d'être éconvoqué par des gens sans probité, et j'ai attendu patiemment que quelque indice me pût mettre sur la voie pour rendre ce paquet à son propriétaire. Voici ce paquet. Si c'est celui que vous avez perdu, je m'estimerai heureux qu'il soit tombé entre mes mains.”

M. Delessert prit le paquet, le reconnut, et il ne put s'empêcher de manifester sa surprise et son admiration lorsqu'il se fut assuré que le cachet n'avait pas été rompu.

“C'est une chose toute simple, monsieur dit le pauvre homme: celui qui brise un sceau peut briser une porte, et je n'en suis pas là.”

Il allait se retirer. “Demeurez un instant, dit M. Delessert; si j'en juge d'après les apparences, vous êtes peu favorisé de la fortune.”

“Hélas! c'est trop vrai.”

“Vous avez droit à une récompense: que désirez-vous?”

“Je suis bien vieux, comme vous voyez, monsieur; le travail et les forces me manquent en même temps; si donc vous voulez user de votre crédit pour me faire entrer aux *Bons-Pauvres*, je vous serais bien reconnaissant, ainsi que ma femme et mes enfants, à qui je suis à charge.”

M. Delessert, vivement touché de tant de probité dans tant de misère, n'eut garde de se rendre aux vœux du vieillard. D'abord, il lui fit remettre une somme suffisante pour subvenir à ses besoins les plus pressans, ainsi qu'à ceux de sa famille; puis il prit des informations; toutes furent favorables.

Aujourd'hui, par les soins de M. Delessert, l'honnête père de famille et sa femme sont installés aux *Petits-Ménages*, leurs enfans sont mis en apprentissage, et tous maintenant sentent doublement le prix d'une bonne action.

ILES WALLIS.

Nouveau protectorat de la France dans l'Océan Pacifique.—Nous avons reçu, par la voie de Boston, des nouvelles des îles Sandwich jusqu'au 3 août. Il a déjà été rapporté qu'un navire de guerre français avait mis les îles Wallis et quelques autres sous le protectorat du roi des Français. Cette nouvelle est confirmée par la note officielle ci-dessous adressée à son excellence C. P. Judd, ministre des affaires étrangères, par le consul de France aux îles Sandwich.

Consulat de France aux îles Sandwich,

12 juillet, 1844

Monsieur le Ministre:—J'ai l'honneur de vous informer que des dépêches officielles m'autorisent à annoncer aux représentans des nations alliées de la France, que le gouvernement de Sa Majesté très chrétienne vient d'accorder, en principe, la protection demandée par Lavelua, roi des îles Wallis, et Pileto, roi de l'île Foutouno, et en outre que, par suite d'une convention entre le commandant de la frégate *La Charle* et le roi des îles Gambier, le protectorat de la France a été également établi sur ce dernier archipel, sauf l'approbation de S. M. le roi des Français.

Agrérez, monsieur,

JULES DUDOIT, *Consul de France.*

Le journal *Le Polynésien* du 20 juillet contient un arrêté de S. M. Hawaiianne prescrivant un code d'étiquette. En ce qui regarde les représentans des puissances étrangères, ce code est formulé sur les articles adoptés par le congrès de Vienne en égard aux droits de présence des ambassadeurs et ministres. Par cet arrêté, le commissaire des États-Unis occupe le premier rang. Le second appartient au consul-général d'Angleterre, et le troisième au consul de France, lesquels prennent rang après la reine, le premier ministre et les membres du conseil privé. Viennent ensuite les gouverneurs d'îles, les juges des cours suprêmes, les nobles, les chefs militaires, etc. Comme on le voit, les ex-sauvages de ces parages jouent pour tout de bon à l'étiquette et à la civilisation monarchique.

GUATEMALA.

—Ce pays est toujours en proie à de violents troubles civils. La soldatesque est insubordonnée, et commet de fréquens excès.

Dans l'état de San-Salvador, département de Don Miguel, les troupes s'étaient révoltées, le général Cabanas était à la tête du mouvement. Le président de San-Salvador avait mis toutes ses forces sur pied pour appaiser la révolte.

AMÉRIQUE.

Des diverses colonies projetées dans le Texas.—Il a été question, dans les journaux de ce pays, de deux colonies projetées dans le Texas, par le prince de Solms et une compagnie allemande, du côté de San-Antonio de Bejar, et par M. Bourgeois d'Orvannes, notre compatriote, sur les bords de la rivière San-Antonio. Cette dernière entreprise a beaucoup plus de chances de succès que la première, parce qu'elle a pour siège une partie du Texas qui offre la sécurité jointe à la fertilité, tandis que la colonie, dirigée par le prince de Solms, est reléguée au fond de plaines lointaines, où le cultivateur sera sans débouchés pour ses produits et où il lui faudra constamment défendre sa vie menacée par les Indiens. Il est question aujourd'hui d'une troisième colonie, qui offrirait de magnifiques avantages dépourvus de tous dangers. Elle aurait pour siège la presqu'île qui se trouve située dans la baie de Matagorda, entre la rivière du Colorado, à l'embouchure de laquelle a été bâtie la ville de Matagorda, et la rivière de Trespalacios.